



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/699
S/1995/895
30 octobre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Points 103 et 104 de l'ordre du jour
ÉLIMINATION DU RACISME ET DE LA
DISCRIMINATION RACIALE
DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquantième année

Lettre datée du 26 octobre 1995, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
25 octobre 1995 qui vous est adressée par S. E. M. Osman Ertuğ, représentant de
la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquantième session de
l'Assemblée générale, au titre des points 103 et 104 de l'ordre du jour, et du
Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 25 octobre 1995, adressée au Secrétaire
général par M. Osman Ertuğ

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration faite par le représentant chypriote grec à la séance de la Troisième Commission tenue le 12 octobre 1995, au titre des points 103 et 104 de l'ordre du jour (voir A/C.3/50/SR.8). Cette déclaration contient toute une série d'allégations qui sont dénuées de tout fondement et contraires à la réalité. Comme il n'y avait pas de représentant chypriote turc à cette séance, étant donné que la partie chypriote grecque a usurpé en 1963 le titre de "Gouvernement de Chypre" et continue depuis lors à le monopoliser, je suis obligé de répondre à ces allégations par écrit, le seul moyen qui me soit offert, pour rétablir les faits.

Tous ceux qui connaissent le passé récent de Chypre savent parfaitement bien que les Chypriotes grecs devraient être les derniers à accuser quiconque de violations des droits de l'homme. Lors des attaques génocides lancées contre les Chypriotes turcs pendant la période 1963-1974, les Chypriotes grecs ont chassé de leurs maisons et de leurs biens dans 103 villages un quart des Chypriotes turcs et, de plus, ils ont commis des massacres dans de nombreuses régions du pays, dans le cadre d'une brutale campagne de "nettoyage ethnique". Pendant cette période, les droits et libertés les plus fondamentaux des Chypriotes turcs ont été violés par l'administration chypriote grecque, qui avait imposé de strictes restrictions aux enclaves chypriotes turques et, par une guerre d'usure, interdit toute tentative de relance de l'économie chypriote turque. La brutalité et la cruauté de ces attaques, qui se sont poursuivies par intermittence jusqu'en 1974, ont été pleinement décrites dans les rapports périodiques publiés par l'ONU ainsi que dans la presse étrangère de l'époque et n'ont guère besoin d'être rappelées ici. Il suffit, à titre d'exemple, de citer le passage ci-après :

"... les restrictions économiques imposées aux collectivités turques de Chypre, qui dans certains cas ont été rigoureuses au point de constituer un véritable siège..." (S/5950, par. 222, en date du 10 septembre 1964)

L'intervention turque qui a suivi le coup d'État grec en 1974 avait été rendue inévitable par l'agression flagrante de la Grèce et par la menace que constituaient pour les Chypriotes turcs les forces communes grecques et chypriotes grecques qui étaient sur le point d'envahir les zones chypriotes turques et de mener à bien leur plan d'extermination. "L'invasion grecque de Chypre" – selon les termes mêmes utilisés par le dirigeant de la partie chypriote grecque, l'archevêque Makarios, dans un discours fait au Conseil de sécurité le 19 juillet 1974 – a été empêchée par l'intervention faite à point nommé par la Turquie, intervention qui était conforme au Traité de garantie de 1960. Ainsi, l'intervention de la Turquie a mis fin aux violations systématiques des droits de l'homme commises par les Chypriotes grecs et a sauvé les Chypriotes turcs de l'anéantissement total. Ce n'était pas une "invasion", mais une opération de paix, qui a mis fin aux effusions de sang, qui a sauvé l'indépendance binationale de Chypre et qui a même, jouant un rôle de

/...

catalyste, favorisé l'avènement de la démocratie en Grèce en provoquant la chute de la junte grecque.

Les événements historiques décrits ci-dessus prouvent bien que ce sont la partie chypriote grecque et la Grèce qui sont seules responsables du meurtre de centaines de Chypriotes turcs sans défense et de la destruction de l'État bicommunautaire par la force des armes, ce qui en fin de compte a abouti à la division de Chypre.

Quant à la présence militaire de la Turquie, qui a été exploitée à des fins de propagande dans la déclaration en question, il convient de souligner qu'il s'agit là d'une condition vitale pour la sécurité de la population chypriote turque, surtout en l'absence d'un règlement politique garantissant cette sécurité. Étant donné l'accumulation massive d'armes dans le sud de Chypre, et étant donné aussi ce que nous avons subi de la part des Chypriotes grecs pendant la période troublée allant de 1963 à 1974, il est d'autant plus indispensable que la présence protectrice de la Turquie se poursuive pour garantir la sécurité des Chypriotes turcs et la paix et la stabilité dans la région.

Les allégations des Chypriotes grecs concernant les personnes déplacées sont elles aussi contraires aux faits et mensongères. Cette question a pour l'essentiel été réglée par l'accord concernant l'échange de populations, conclu entre les deux parties à la troisième série de pourparlers intercommunautaires tenue à Vienne du 31 juillet au 2 août 1975, par lequel les deux parties ont convenu d'un regroupement volontaire des populations, chacune dans son territoire respectif, les Chypriotes turcs dans le nord et les Chypriotes grecs dans le sud (voir S/11789, en date du 5 août 1975). L'application de l'accord, qui préparait le chemin à un règlement de la question de Chypre sur une base bizonale, bicommunautaire et fédérale, a été menée à bien avec l'aide de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (voir S/11789/Add.1, en date du 10 septembre 1975). Toute autre question liée à ce sujet doit être examinée dans le cadre des pourparlers intercommunautaires, tenus sous les auspices de l'ONU, et ne doit pas être exploitée à des fins de propagande.

Contrairement à ce qu'a prétendu le représentant chypriote grec à la séance susmentionnée, il n'y a pas eu "d'expulsion par la force" de Chypriotes grecs à partir du nord. Tous les Chypriotes grecs demandant un transfert permanent vers le sud sont interviewés en privé par la Force des Nations Unies, qui s'assure que le transfert est bien volontaire, comme on le constate d'après le rapport de l'ONU cité ci-après :

"La Force a continué d'interroger les Chypriotes grecs candidats au transfert permanent dans la partie sud de l'île afin de s'assurer que ce transfert était volontaire. Deux transferts de ce type ont eu lieu durant la période considérée et trois Chypriotes turcs ont obtenu leur transfert permanent du sud vers le nord de l'île. La Force a également facilité 486 visites dans la partie sud de Chypriotes grecs de la péninsule de Karpas." (S/1994/680, par. 36)

Quant aux services médicaux à la disposition des Chypriotes grecs vivant dans le nord, il existe des centres sanitaires adéquats relevant du Ministère de

/...

la santé de la République turque de Chypre-Nord qui desservent la population locale (Chypriotes turcs, Chypriotes grecs et Maronites) dans les régions de Karpas et de Girne. Les centres sanitaires de la péninsule de Karpas sont situés dans les villages de Dipkarpaz et Yeni Erenköy. Lorsque ces centres ne sont pas en mesure de dispenser les soins médicaux nécessaires, les malades sont transférés à l'hôpital d'État de Gazi Magosa et, en ce qui concerne plus particulièrement les Chypriotes grecs, ils peuvent être envoyés sur leur demande dans le sud de l'île. C'est ce que confirme le passage suivant extrait d'un rapport de l'ONU :

"Les soins médicaux mis à la disposition des Chypriotes grecs dans le nord sont aussi bons que ceux que reçoivent les Chypriotes turcs dans la même zone. Les Chypriotes grecs peuvent recevoir l'autorisation de se rendre temporairement dans le sud pour y suivre un traitement médical." (S/12723, par. 28)

Comme l'indique le passage suivant relatif aux services d'enseignement, provenant du même rapport de l'ONU, des écoles élémentaires chypriotes grecques dans le Karpas assurent la scolarité des enfants chypriotes grecs, qui étudient des manuels fournis par la partie chypriote grecque.

"Deux écoles primaires chypriotes grecques sont ouvertes dans le nord, toutes deux situées dans la péninsule de Karpas, l'une à Ayia Tries et l'autre à Rizokarpaso." (S/12723, par. 29)

De surcroît, les Chypriotes grecs de Karpas ont librement accès aux offices religieux et continuent de vivre en paix sous la protection des lois de la République turque de Chypre-Nord, comme l'atteste la citation suivante :

"Aucune restriction à la liberté du culte n'a été signalée dans le nord au cours de la période à l'étude." (S/13369 du 31 mai 1979, par. 34)

En ce qui concerne les Chypriotes grecs prétendument "enclavés", il convient de noter que l'adjectif "enclavés" a été utilisé pour la première fois à Chypre pour décrire la situation critique dans laquelle se sont trouvés les Chypriotes turcs de 1963 à 1974. Dernièrement, la machine de propagande chypriote grecque est allée jusqu'à tenter d'usurper ce terme afin d'exploiter la présence à Chypre-Nord de plusieurs centaines de Chypriotes grecs. En réalité, il n'y a pas eu de peuple "enclavé" à Chypre depuis la libération par la Turquie en 1974 des Chypriotes turcs enclavés.

Les accusations proférées par les Chypriotes grecs à propos des téléphones et du courrier des Chypriotes grecs vivant dans le nord sont tout aussi dénuées de fondement. Il est exact qu'en raison de l'infrastructure relativement peu développée de la région, on rencontre certains problèmes dans l'installation de téléphones privés à Karpas, mais ceci s'applique également aux résidents chypriotes turcs. Toutefois, on installe actuellement des lignes téléphoniques dans la région afin d'en desservir les résidents sans distinction liée à l'origine ethnique.

Il est utile de noter qu'en dépit des difficultés créées par l'administration chypriote grecque qui soumet le nord à un embargo total inhumain, dont souffre toute la population de la République turque de Chypre-Nord, les Chypriotes turcs ont pris l'initiative de certaines mesures unilatérales visant à améliorer les conditions de vie des Chypriotes grecs vivant à Chypre-Nord dans le cadre des propositions en 14 points faites par le Président Denktaş le 20 janvier 1995 en vue d'accroître la confiance.

Ces mesures ont été ultérieurement appliquées; elles consistaient notamment à augmenter la fréquence et la durée des visites dans le sud des Chypriotes grecs vivant dans le nord de l'île; à améliorer les conditions de séjour dans le nord des Chypriotes grecs vivant dans le sud qui ont des parents ou des proches dans le nord; à assurer la liberté de circulation à Chypre-Nord des Chypriotes grecs qui y vivent, et enfin à améliorer les procédures d'entrée et de sortie des Chypriotes grecs qui vivent dans le nord à l'aéroport d'État Erkan de la République turque de Chypre-Nord.

Il faut aussi dire, en ce qui concerne ce déluge d'allégations chypriotes grecques, que c'est la partie chypriote grecque qui, avec la Grèce, a toujours essayé de modifier la composition démographique de Chypre, non seulement en introduisant dans l'île, depuis des décennies, des milliers de soldats et de colons venant de Grèce, mais aussi en essayant de "nettoyer" Chypre de sa population turque de souche. À l'heure actuelle, l'administration chypriote grecque continue d'admettre des dizaines de milliers d'immigrants et autres personnes venant d'autres pays et, du fait de cette politique irresponsable, Chypre-Sud est devenue, comme la presse internationale s'en est largement fait l'écho, un centre de blanchiment d'argent, de trafic de drogue et d'armes et d'autres activités illicites.

Je tiens aussi à souligner que les Chypriotes grecs revendiquent avec chauvinisme un monopole sur les biens culturels de l'île tout en passant sous silence son riche et séculaire patrimoine culturel islamique turc. Il reste dans les mémoires que les Chypriotes grecs ont essayé de détruire et d'éliminer toute trace de cette culture au cours de la période tragique de 1963 à 1974 et ultérieurement, dans leur campagne pour "helléniser" l'île. L'extrait ci-après du rapport du Conseil de l'Europe (AS/CULT/AA (41) 1) daté du 2 juillet 1989, qui fait autorité, montre clairement quelle partie est responsable de la destruction des biens culturels de Chypre :

"5.3 Nous constatons avec regret la destruction totale de la grande mosquée de Paphos. Toute la zone a depuis été arasée pour faire place à un carrefour et un parc de stationnement. Aucun monument ne rappelle l'existence de cette mosquée. En contrebas de la route, des bains turcs sont enfouis sous les décombres et envahis par la végétation en attendant d'être restaurés. Un peu plus loin, le cimetière chypriote turc de la mosquée de Sainte-Sophie Mouttalos est dans un état de délabrement."

Récemment, les Chypriotes grecs ont déchaîné leur colère contre la mosquée historique Bayraktar, dans le secteur grec de Nicosie, qui a été la cible de plusieurs attaques à la bombe et incendies criminels depuis 1974.

Quant à la véracité des accusations concernant l'état des biens culturels dans le nord, le paragraphe 5.3 du rapport du Conseil de l'Europe susmentionné, dont est tiré le passage ci-après, suffit à détruire la crédibilité des affirmations de la partie adverse à cet égard :

"Nous n'avons vu aucune église détruite alors que Saint-George de Limnia (dans le nord) figurait parmi la liste des églises détruites et nous n'avons vu aucun minaret de construction récente (à Engomi, la tour reste intacte et conserve sa cloche...)"

On notera à ce qui précède que les Chypriotes grecs ne sont aucunement en mesure de se plaindre de la situation des droits de l'homme à Chypre, qu'il s'agisse de personnes déplacées ou de biens culturels. C'est l'administration chypriote grecque qui a violé les droits les plus élémentaires des Chypriotes turcs comme les principes de la légalité, et qui continue de le faire aujourd'hui encore. Bien que les Chypriotes turcs ne soient désormais plus harcelés, opprimés ni terrorisés par les Chypriotes grecs, l'embargo inhumain imposé par la partie adverse sur leur activité politique, économique, sociale et culturelle persiste. À cela s'ajoute une campagne mondiale de diffamation et de propagande qui entrave la recherche d'une solution négociée à la question de Chypre par le truchement de votre mission de bons offices.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 103 et 104 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUĞ